

Décret n°2003-619/PRES/PM/MFB/MFPRE/MTEJ du 2 décembre 2003 portant réglementation des allocations familiales servies aux agents publics de l'Etat. (JO N°51 DU 18 DECEMBRE 2003)

LE PRESIDENT DU FASO

PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES

VU la Constitution ;

VU le Décret N°2002-204/PRES du 06 Juin 2002 portant nomination du Premier Ministre ;

VU le Décret N°2002-205/PRES/PM du 10 Juin 2002 portant composition du Gouvernement du Burkina Faso;

VU la Loi N° 013/98/AN du 28 avril 1998 portant régime juridique applicable aux emplois et aux agents de la Fonction Publique ;

VU la Loi n° 036/2001/AN du 13 décembre 2001 portant statut du corps de la magistrature ;

VU la Loi N° 006-2001/AN du 17 mai 2001 portant extension du champ d'application de la loi n° 47/94/ADP du 29 novembre 1994 portant régime général de retraite des fonctionnaires, militaires et magistrats aux agents contractuels de la Fonction Publique ;

VU le Décret N°2003-140/PRES/PM/MFPRE/MFB/MTEJ du 20 mars 2003 portant modalités d'application de la loi n° 006-2001/AN du 17 mai 2001 ;

SUR Rapport du Ministre des Finances et du Budget

Le Conseil des Ministres entendu en sa séance du 8 octobre 2003 ;

D E C R E T E

Article 1 : Le présent décret fixe les règles relatives aux allocations familiales auxquelles peuvent prétendre les agents publics de l'Etat. Au sens du présent décret, les agents publics de l'Etat s'entendent :

- a) des fonctionnaires ;
- b) des agents contractuels de la Fonction Publique recrutés à partir de 1999 en vertu des dispositions de la loi n° 013/98/AN du 28 avril 1998 portant régime juridique applicable aux emplois et aux agents de la Fonction Publique et relevant du champ d'application du décret n° 2003-140/PRES/PM/MFPRE/MFB/MTEJ du 20 mars 2003 portant modalités d'application de la loi n° 006-2001/AN du 17 mai 2001 ;
- c) des magistrats.

Article 2 : Le taux des allocations familiales est fixé à mille (1000) francs par enfant à charge et par mois, dans la limite de six (06) enfants.

Article 3 : Les allocations familiales sont dues à l'autorité parentale en activité, à partir du premier enfant à charge.

Dans la limite fixée à l'article 02, donnent droit aux allocations familiales :

- les enfants dont la filiation paternelle est présumée et dont la naissance a été enregistrée à l'état civil ;
- les enfants reconnus ;
- les enfants adoptifs dont le nombre maximum à prendre en compte ne peut excéder deux (02).

Article 4 : Les allocations familiales sont dues jusqu'à l'âge de quinze (15) ans. Cette limite est reportée à dix sept (17) ans si l'enfant est placé en apprentissage et vingt (20) ans si l'enfant poursuit ses études.

Le droit à ces allocations ne se maintient pour les enfants de plus de quinze (15) ans, qu'à la condition qu'ils soient régulièrement inscrits à un établissement scolaire reconnu, ou qu'ils poursuivent un apprentissage régulier non salarié.

Si l'enfant est atteint d'une infirmité définitive ou d'une maladie incurable et est dans l'impossibilité de se livrer à un travail salarié, le droit aux allocations est maintenu jusqu'à la cessation définitive d'activité de l'autorité parentale.

L'infirmité définitive ou la maladie incurable doit être dûment constatée par les services compétents par délivrance d'un certificat approprié.

Les allocations familiales ne peuvent pour un même enfant, se cumuler avec une bourse entière scolaire ou avec une bourse entière d'enseignement supérieur.

Article 5 : Les allocations familiales ne peuvent être allouées à l'agent public de l'Etat visé à l'article 1 ci-dessus que s'il est l'autorité parentale.

En cas de divorce ou de séparation de corps entre deux agents relevant de l'article 1 ci-dessus, leur situation, au point de vue des allocations familiales, fera l'objet d'une décision spéciale partageant les allocations acquises au titre du présent décret proportionnellement au nombre des enfants issus du mariage qui seraient laissés à leur charge respective par les décisions judiciaires de divorce ou de séparation de corps.

Si la femme n'est pas agent public de l'Etat, les allocations acquises seront conservées à l'autorité parentale, à charge pour elle de réserver à son conjoint séparé de corps ou divorcé, à peine de s'en voir retirer le bénéfice, une proportion de ces allocations déterminées comme à l'alinéa ci-dessus.

En cas de décès de son mari, la femme agent public de l'Etat sera considérée comme autorité parentale et sur présentation d'une ordonnance de prise en charge, admise au bénéfice des prestations pour ses propres enfants et ceux qu'elle aurait reconnus ou adoptés dans les limites fixées par le présent décret.

Peuvent être admises au bénéfice des allocations familiales sur présentation d'une ordonnance de prise en charge et d'un certificat de non paiement de la CNSS :

- la femme agent public de l'Etat, mariée dont le conjoint n'exerce pas une activité salariée ;
- la femme agent public de l'Etat célibataire qui a la charge effective de ses enfants.

Article 6 : Le droit à l'intégralité des allocations familiales auxquelles ils peuvent prétendre est maintenu :

- a) aux agents publics de l'Etat visés à l'article 1 suspendus de leurs fonctions, exclus temporairement

en application du régime disciplinaire ou suite à des poursuites judiciaires, pendant toute la durée de la suspension ou de l'exclusion sauf dans les cas d'abandon de poste ou de refus de rejoindre le poste ;

b) aux agents publics de l'Etat visés à l'article 1 bénéficiaires d'un congé de maladie de longue durée sur toute la période où ils perçoivent leur traitement intégral ou réduit de moitié ;

c) aux agents publics de l'Etat visés à l'article 1 placés en position de disponibilité pour élever un enfant de moins de 5 ans ou pour maladie grave d'un enfant.

Article 7 : Les allocations familiales sont payées mensuellement à terme échu, à compter du premier jour du mois de l'enregistrement de la naissance de l'enfant à l'état civil, de la transcription à l'Etat Civil de l'acte de reconnaissance ou d'adoption ou de délivrance de l'ordonnance de prise en charge.

Le droit aux allocations familiales cesse en cas de décès de l'enfant pour compter du dernier jour du mois.

Article 8 : Toute déclaration frauduleuse tendant à faire allouer à un agent des allocations supérieures à celles auxquelles il pourrait prétendre au titre du présent décret fera l'objet de poursuites judiciaires sans préjudice des sanctions administratives qui pourraient être prononcées.

Article 9 : Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires notamment celles du décret n°91-0472/MFP/MFPMA du 30 décembre 1991, fixant le taux de l'indemnité unique dite " Allocations Familiales ".

Article 10 : Le présent décret prend effet à compter du 1er janvier 1999 pour les agents contractuels visés à l'article 1.

Article 11 : Le Ministre des finances et du budget, le Ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat et le Ministre du travail, de l'emploi et de la jeunesse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 2 décembre 2003

Blaise COMPAORE

Le Premier Ministre

Paramanga Ernest YONLI

Le Ministre de la fonction publique

et de la réforme de l'Etat

Lassané SAVADOGO

Le Ministre des finances et du budget

Jean-Baptiste Marie Pascal COMPAORE

Le Ministre du travail,

de l'emploi et de la jeunesse

Alain Ludovic TOU

